

Aujourd'hui l'esprit se révolte

Crise sociale, crise climatique : 7 solutions pour éviter l'effondrement

Pierre Larrouturou

(Les liens qui libèrent)

P Larrouturou est ingénieur agronome, diplômé de Sciences Po ,député européen et rapport général du budget 2021 de l'Union Européenne.

Il a été membre du PS et d'EELV .

Il a publié avec J Jouzel « Pour éviter le chaos climatique et financier : une solution scandaleusement simple », et avec J Jouzel et A Hessel « France climat réveillez-vous ».

L'économie mondiale est un baril de poudre

La dette totale des USA est de 54325 milliards de dollars et a augmenté de 11,4% du PIB en 2019 pour une croissance de 2,3%. Celle de la Chine dépasse 250% du PIB. Celle de tous les pays européens sui la même évolution .La dette mondiale est de 255000 milliards de dollars , 322% du PIB !

Cette dette est devenue le moteur principal de la croissance qui tend à diminuer.

La plupart des économistes craignent une nouvelle crise économique majeure.

« Notre maison brûle ... » l'urgence climatique est là

Tous les rapports scientifiques (GIEC) sont concordants et les climato-sceptiques reculent.

L'évolution du CO2 dans l'atmosphère augment depuis 1900 alors qu'i était stable depuis l'an 1000 et il croit de plus en plus vite depuis 1960. En 100 ans le climat s'est détraqué alors qu'il était oscillant mais stable depuis 800 000 ans.

Malgré tous les sommets, les COP et l'accord de Paris il n'y a pas de réduction et l'accélération est repartie depuis 2017.

Le réchauffement du climat s'accélère à l'occasion de cercles vicieux : fonte des glaces, diminution de l'albedo (pouvoir réfléchissant de surface) , diminution de la chaleur renvoyée, accroissement du dérèglement etc...

La déforestation et les incendies augmentent et le cycle de l'eau est altéré (sécheresses, canicules, pluies diluviennes...)

Inégalités sociales et profits financiers

Les inégalités sociales et les injustices apparaissent comme un non-sens inacceptable aussi bien aux économistes (Piketti, Stieglitz, Duflo) et au Pape (Encyclique « laudato si »).

La part de salaires dans le PIB décroît régulièrement et les profits des grandes entreprise

vont aux dividendes des actionnaires et non aux investissements : 150 % du PIB va aux profits des marchés financiers.

Depuis 2010 le nombre des milliardaires a triplé dans le monde: 2095 milliardaires possèdent 8000 milliards.

La croissance ne peut pas régler le problème

La croissance était de 3,5 à 8% /an en 1960 et assurait alors le plein emploi .

Elle n'a cessé de décroître jusqu'à 0,3 à 1,5% /an en 2019, en Europe au Japon et dans la plupart des pays, et ne permet pas de créer des emplois au-dessous de 2,5% /an.

La productivité a augmenté malgré la baisse des emplois

Elle est surtout soutenue par la dette.

Quatre solutions pour l'emploi et la cohésion sociale

- Financer et développer le chômage partiel (Kurzarbeit)
« Travailler moins pour gagner moins » L'Allemagne a privilégié la réduction de production (30%) avec baisse des salaires (10%) pour éviter de licencier et garder les compétences. Elle a consacré 10 milliards à ce dispositif.
« Travailler plus pour gagner plus » a été la doctrine française à la même époque avec un investissement de 1 milliard.
Entre 2008 et 2016 le chômage en Allemagne a diminué de 9 à 4% alors qu'il augmentait en France de 7 à 10%.
- Sécuriser les chômeurs et les précaires
Le chômage tue : surmortalité trois fois supérieure chez les chômeurs (stress, alimentation, cardio-vasculaire. L'Europe doit organiser une protection des salariés dans les 27 pays.
- Stopper la spéculation des marchés contre états
La réserve fédérale a prêté aux banques 1200 milliards à 0,01% en 2012 et a récidivé en 2020 pour un montant de 1308 milliards à un taux négatif.
Les états doivent emprunter ensuite à ces banques à des taux très supérieurs de 6 à 11%.
La BCE devrait prêter directement aux états à des taux faibles comme l'a fait la banque d'Angleterre.
- Séparer les banques d'affaires des banques de dépôts
Afin d'empêcher les banques de spéculer avec l'argent de leurs clients il faut séparer les banques d'affaires et de dépôts comme il y a 40 ans. Les risques seraient assurés par les actionnaires et non par les contribuables.
cela orienterait les prêts vers des PME-TPE.
Le projet très élaboré par M Barnier après la crise de 2008 a été enterré en 2014.

Trouver des financements

Les moyens nécessaires pour lutter contre le chômage, la crise sociale et le dérèglement climatique ne peuvent pas être mobilisés par les états et doivent relever de décisions et de la mutualisation Européennes. Les investissements à prévoir sont du même ordre que ceux consentis par Roosevelt : multiplication du budget par 3 en 9 ans.

- Créer une taxe sur les transactions financières
Les transactions financières échappent à la TVA de 5,5% ou 20% appliquée à tous les marchés. Le lobby bancaire a fait échouer un projet de TTF(Tobin) de 0,1% proposée par la commission européenne. Depuis le départ des Anglais ce projet pourrait aboutir et rapporter 50 à 60 milliards d'euros par an sans rien couter aux contribuables.
- Créer un impôt fédéral sur les bénéfices
L'impôt sur les bénéfices a été réduit de moitié depuis 1993. Les états font du dumping fiscal pour attirer les investissements et tous suivent pour éviter les délocalisations. Cela n'améliore pas la croissance et pousse à augmenter la dette publique.
Il faut créer un impôt fédéral sur les bénéfices d'un taux de 5% qui pourrait rapporter 70 à 80 milliards d'euros par an.
- Créer un impôt sur les très grandes fortunes
Une taxe TTF « Francisco » en hommage au Pape pourrait être appliquée aux seuls milliardaires, dont le nombre a triplé et sont souvent implantés en Europe. Un appel dans ce sens a été lancé par un groupe de milliardaires (Millionnaires against Pitchforks).

Cela permettrait de :

- rembourser les 390 milliards de la dette commune de Juillet 2020
- avoir un plan de relance sur le long terme
- financer un plan climat très ambitieux. La commission européenne a estimé le besoin à 660 à 1000 milliards par an pour baisser nos émissions de CO2 de 40 à 55% d'ici 2030.

Les objectifs du Plan climat-emploi créé avec 700 personnalités en 2020 prévoient de :

- se doter d'un budget climat européen alimenté par ses ressources propres,
- utiliser les sommes colossales créées par la BCE et de cesser les aides attribuées aux banques pour soutenir les énergies fossiles (397,5 mds de 2016 à 2019) en adoptant une loi similaire à la FATCA de B Obama,
- transformer la BEInvestissements en Banque européenne du climat et de la bio-diversité et l'alimenter par des « quasi-fonds » à partir de la BCE.

Un nouveau traité européen soutenant ces options pourrait être soumis à un référendum pan européen pour relancer l'Europe.

Pour P Larroutou l'Europe est à la croisée des chemins : si rien ne change nous allons connaître une flambée du chômage liée à la crise économique provoquée par le COVID, à tout moment une crise financière grave peut survenir, alors que le dérèglement climatique s'accélère ,bouleversant la vie de millions d'humains et menaçant les démocraties.

« Mais les sapiens sapiens que nous sommes peuvent ne pas se comporter en debilis debilus » ! Des tabous sont tombés, les idées évoluent, les initiatives se multiplient . L'adoption du plan de relance de 750 milliards sur 3 ans et d'un projet de budget de 1074 milliards sur 7 ans pour les missions de l'Europe et le Green deal sont des exemples historiques.

« Il est temps de provoquer l'insurrection des consciences pour engendrer une politique à la hauteur des exigences » (*S Hessel et E Morin : Les chemins de l'espérance.*)